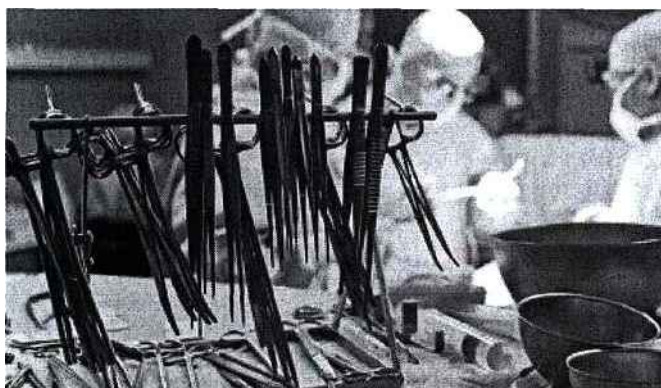




Greffer la santé au bâtiment, une opération lourde

Eric Leysens | 19/05/2011 | 19 11 | Santé



© Conseil Général du Val-de-Marne
Opération chirurgicale

Dans l'ombre de la performance énergétique, industriels, entreprises et maîtres d'œuvre commencent doucement à s'intéresser à la santé dans le bâtiment. Loin de se résumer à des mesures de qualité d'air, le chemin à parcourir ne fait qu'apparaître et laisse entrevoir l'importance du travail à réaliser, à la fois sur le terrain réglementaire, technique et les mentalités...

Le succès du premier colloque « Santé et bâtiment », qui s'est tenu mardi 16 à Angers, illustre bien la curiosité naissante du monde du bâtiment pour les problématiques de santé liées au bâti. Invité,

Alain Maugard, ex-président du CSTB, aujourd'hui à la tête de l'organisme de qualification Qualibat, est certain que la santé deviendra un enjeu majeur des acteurs du bâtiment, car "on pense d'abord à soi, avant de penser à la planète". En attendant, aujourd'hui, la santé passe, dans le monde du bâtiment, loin derrière la problématique de la performance énergétique.

Pour le président de l'organisme de qualification des entreprises de construction, du côté des industriels "ça a été jusqu'à maintenant une course de lenteur dans le remplissage des fiches de déclaration environnementales et sanitaires". Peu pressés, les fabricants de produits de construction seront contraints d'afficher les émissions de polluants volatils de leurs nouveaux produits à partir du 1er janvier, et de l'ensemble de leurs produits à partir de septembre 2013. Suzanne Deoux, pionnière et figure incontournable de la santé dans le bâtiment, organisatrice de « Santé et bâtiment », pointe le caractère auto déclaratif de ces informations, autrement dit l'absence d'obligation formelle de passer par un laboratoire pour mesurer les dégagements de composés organiques volatils (COV), générés par les produits.

Dans l'ombre de la performance énergétique

Du côté des entreprises de construction, on se concentre sur l'assimilation de la recherche de performance énergétique. La santé dans le bâti ne fait pas partie des préoccupations quotidiennes des compagnons. Pour Jean-Philippe Bérard, président de la Fédération française du bâtiment pour le Pays de la Loire, avec l'arrivée de la RT 2012 et les nouvelles règles parasismiques, "les contraintes s'accumulent". Pour lui, intégrer la problématique énergétique au quotidien des compagnons est déjà un chantier loin d'être évident. Le programme de formation lancé sous le nom des « pros de la performance énergétique » n'a pas encore réussi à toucher massivement les entreprises du bâtiment.

Et c'est sans parler de la rénovation, enjeu devantant le neuf. Pour Maurice Manceau, directeur Habitat France de Saint-Gobain et vice-président du Club de l'amélioration de l'habitat, le rôle des entreprises, en rénovation, est d'autant plus important qu' "il n'y a pas l'argent pour avoir une maîtrise d'œuvre: l'entreprise se retrouve donc, de fait, prescriptrice". Maurice Manceau poursuit donc en indiquant qu'il faudra, à terme, "inculquer les fondamentaux de santé aux 200 000 intervenants sur les chantiers" et souligne qu' « e-nergiebat », formation en ligne proposée aux artisans par le club de l'amélioration de l'habitat, n'a pas encore de module santé et qu'il faudra y remédier dans les plus brefs délais. Du côté des logements sociaux, qui concernent 10 millions de français, la réduction des consommations énergétiques fait également encore passer la problématique sanitaire pour un luxe. Lors des rencontres « Santé et bâtiment », Bertrand Dubois, directeur général de Logiouest, n'a pas manqué de rappeler que l'amélioration de l'usage du bâtiment en est "au point zéro".

Concernant les trois majors, Bouygues semble avoir pris une longueur d'avance. Agnès Lositis, directrice développement durable de Bouygues Immobilier, résume la sensibilisation récente du groupe aux questions de santé par la formule: "on s'est aperçu qu'on avait oublié l'homme". Depuis seulement 2-3 ans, le sujet, petit à petit, a germé. Pour elle, s'écrit la même histoire que celle de la performance énergétique. "En commençant à m'intéresser à la qualité de l'air, je pensais naïvement que l'on pouvait sans problème la mesurer. En fait, pas du tout, tout est à inventer" dit Agnès Lositis. Pour développer une "culture de la santé" au sein du groupe, la major a embauché des anciennes élèves du master Risques en santé dans l'environnement bâti, de l'Institut supérieur de la santé et des bioproduits d'Angers, formation unique en son genre. Pour l'instant, focalisé sur l'amélioration de la qualité de l'air, Bouygues souhaite travailler sur plusieurs niveaux: en amont, avec le fournisseur, sur le processus de fabrication du produit; sur le fonctionnement des ventilations; en recherche et développement, chercher l'innovation du côté des matériaux actifs; et évidemment, en aval, mesurer les bâtiments livrés. Le groupe a d'ailleurs déjà lancé des campagnes de mesure de la qualité d'air de ses bâtiments, livrés sans préoccupation particulière portée sur cette nouvelle thématique. Et les premiers résultats semblent, aux dires d'ingénieurs du groupe, usage mis à part, plutôt bons. Aujourd'hui, les démarches de Bouygues sont volontaires car les « certifications environnementales » actuelles n'obligent à aucune mesure de la qualité de l'air.

La santé, délaissée par les labels et certifications

Claire-Sophie Coeudevez, également ancienne élève du master lancé et dirigé par Suzanne Deoux, et aujourd'hui consultante sur les problématiques sanitaires du bâti, a rédigé un ouvrage consacré à la place de la santé dans les labels environnementaux. Conclusion: un manque d'obligations de résultat sur l'aspect sanitaire. "Sur 50 démarches internationales de certification répertoriées, seules 12 exigent, à la livraison, une mesure de la qualité de l'air intérieur" conclut-elle. Et lorsque les labels demandent des obligations de résultat, ils semblent le faire de manière excessive et peu pragmatique. "Le Sentinel-Haus (label allemand, un peu diffusé dans l'Est de la France) demande de mesurer plus d'une centaine de COV, c'est peut-être un peu trop" dit, par euphémisme, la jeune consultante. Selon elle, notre certification HQE, bien que très complète, n'oblige pas à prendre en compte la santé. "A moins de choisir la santé comme cible très performante, on ne va pas bien loin. Or, la cible santé est rarement prioritaire pour les maîtres d'ouvrage qui souhaitent avoir un bâtiment HQE" remarque Claire-Sophie Coeudevez. La future « HQE performance » devrait aller plus loin en imposant des seuils maximum de concentration pour le formaldéhyde et certains COV.

D'une façon générale, l'ingénieure en stratégie santé dans le bâti constate que l'hygrométrie est "le parent pauvre". A part quelques labels comme le belge « Valdeco » qui exige une humidité relative comprise entre 30 et 50 %, ce critère pourtant essentiel est quasi ignoré des labels. Pour Suzanne Deoux, l'humidité, qui peut provoquer irritation, allergie et même être source de toxines, doit systématiquement être mesurée. La professeure et son ancienne élève regrettent surtout que les acteurs du bâtiment se focalisent uniquement sur la qualité de l'air intérieur. "Il faudrait aussi mesurer la température des murs pour connaître la température ressentie, imposer un minimum d'éclairage naturel dans les pièces et même veiller à apporter un supplément d'âme au bâtiment" disent-elles en cœur.

Invité à la rencontre « Santé et bâtiment », le président du centre d'information et de documentation du bruit, Dominique Bidou, n'a pas manqué de rappeler à l'auditoire que le bruit, souvent présenté comme une des préoccupations premières des français a failli être absent des textes issus du Grenelle et que l'isolation thermique peut se faire au détriment de l'isolation phonique.

La ventilation, un problème de santé publique

Si la santé dans le bâtiment semble se résumer à la qualité de l'air, c'est que l'émergence du BBC met cette problématique en avant. La RT 2012 imposera bientôt un objectif d'étanchéité à l'air. Plus étanches, les parois réduiront les courants d'air parasites, mais retiendront aussi mieux les composées nocifs émis à l'intérieur du bâti. Ce sujet est source d'inquiétude et fait des systèmes de ventilation un

enjeu majeur des bâtiments basse et très basse consommation. Demain, la ventilation se devra de fonctionner parfaitement, sans quoi la qualité de l'air du bâtiment sera plus qu'avant dégradée. Ce point est d'autant plus préoccupant que la réglementation thermique évolue, alors que celle sur la ventilation stagne, et ces incohérences subsistent. Emmanuelle Brière, responsable ventilation et traitement d'air au sein du syndicat d'entreprises thermiques et aérauliques Uniclimate rappelle que la réglementation en vigueur sur la ventilation date de 1982. Elle pointe également des incohérences: "alors que dans un collège le débit minimum est de 15m³ par heure, le code du travail impose pour un professeur 18m³/h". Si ces débits lui paraissent de toute façon largement trop faibles pour assurer une bonne qualité d'air, du côté de la rénovation, on ne trouve tout simplement pas d'obligation réglementaire de débit.

Le cas de la ventilation illustre bien l'ampleur du travail à accomplir dans le domaine réglementaire pour que la santé pénètre le monde du bâtiment. Et Emmanuelle Brière entend faire en sorte que les choses avancent rapidement sur le terrain législatif. Soulignant que seulement 1% des systèmes de ventilation est contrôlé à la réception, elle veut parallèlement au projet d'arrêté en cours et visant à rendre obligatoire des mesures acoustiques, contraindre les installateurs à un contrôle des débits. En attendant, selon Alain Maugard, Qualibat et Uniclimate mènent conjointement une réflexion pour délivrer une qualification spécifique aux compagnons en charge du lot ventilation.

FOCUS

Un Master unique en son genre

Le master Risques en santé dans l'environnement bâti de l'Institut supérieur de la santé et des bioproduits d'Angers délivre depuis trois ans des jeunes ingénieurs dans le monde du bâtiment. En plus d'introduire la santé, le master, majoritairement composé de jeunes filles, contribue également à la féminisation du bâtiment.

Eric Leysens | Source LE MONITEUR.FR